

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Tepsa SDSP**

Complexe Pétrolier  
Chemin de Maupas  
38200 Villette-De-Vienne

Références : 2026 - Is051SPF  
Code AIOT : 0006103259

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement Tepsa SDSP implanté Complexe Pétrolier Chemin de Maupas 38200 Villette-de-Vienne. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Tepsa SDSP
- Complexe Pétrolier Chemin de Maupas 38200 Villette-de-Vienne
- Code AIOT : 0006103259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SDSP (Société de Dépôt de Saint-Priest), filiale du groupe Rubis Terminal, exploite sur le complexe pétrolier de Villette-de-Vienne un dépôt d'hydrocarbures liquides.

Le site est classé Seveso Seuil Haut selon son régime de nomenclature ICPE. Ses réservoirs sont approvisionnés par pipeline (via le site de SPMR de Villette-de-Vienne). Par convention, le site confie la gestion et l'exploitation de son dépôt à la société SPMR.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Cinétique de la MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité. Seule une demande d'information complémentaire a été émise. Les détecteurs d'hydrocarbures liquides apparaissent fonctionnels et bien suivis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 71 et annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de danger
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 71. Généralités</u> L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en oeuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'annexe II du présent arrêté précise les critères d'application de cette démarche.  <u>Annexe III</u> I.6. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en oeuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
<b>Constats :</b>  Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Détecteurs EDD et locaux à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement du réseau de détecteurs et conception
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Surveillance et réseau de détecteurs</u> A.- L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité,[...]
<b>Constats :</b>  Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Maintenance des détecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Établissement d'un programme et sa mise en œuvre.
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques</u> A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.  B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

<b>Constats :</b>
Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Test des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation des tests
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b>  Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Cinétique de la MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation EDD
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'adéquation entre la cinétique de mise en oeuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
<b>Constats :</b>  Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Maintien en sécurité et mises à l'arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures
<b>Prescription contrôlée :</b>  B.-[...] L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie [...] des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
<b>Constats :</b>  Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Défaillance des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Correction des dysfonctionnements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).
<b>Constats :</b>  Interrogé sur l'enregistrement des anomalies de la MMR n°5, l'exploitant a indiqué que toutes les anomalies sur les MMR sont enregistrées dans sa base d'incidents.  Aucune anomalie sur la MMR n°5 n'a été recensée au jour de l'inspection. Seule une anomalie sur un détecteur d'hydrocarbures liquides du déboureur est enregistrée au 09/01/2026, mais ce détecteur n'entre pas dans la MMR n°5. L'exploitant a néanmoins précisé que l'anomalie a été réparée le 12/01/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Report d'alarme des détecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission
<b>Prescription contrôlée :</b>  B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance. Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en oeuvre des premiers moyens d'intervention.  C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
<b>Constats :</b>  Cf. Annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite